



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EG - ES05.

06 JUIL. 2009

PREFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement

**Arrêté préfectoral autorisant la société
SA Carrière Dhainaut à exploiter pour 15 ans
l'extension de la carrière de sable et d'argile
du Bois de Flines sur la commune de
Flines-lez-Râches**

**Le préfet de la région Nord – Pas-de-Calais
Le préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite**

- Vu le code minier ;
- Vu le code de l'environnement, notamment les articles R512-25 et R515-1 ;
- Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier ;
- Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 24 janvier 2001, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié le 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation des garanties financières prévu à l'article R 516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié le 24 janvier 2001, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié le 6 août 2007 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié le 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1434 de la nomenclature des installations classées (installation de distribution de carburant) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 1999 autorisant l'extension de l'exploitation de la carrière de sable d'Ostricourt et d'argile d'Orchies au lieu-dit Drève du Milieu sur le territoire de la commune de Flines-lez-Râches ;
- Vu le procès-verbal de récolement des travaux de remise en état du 27 mars 2008 portant sur une surface de 20,1 ha ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2006 autorisant la transplantation de l'espèce végétale protégée Maïanthème à deux feuilles ;
- Vu la demande du 28 août 2008 par laquelle la S.A. Carrière DHAINAUT sollicite l'autorisation d'exploiter pendant 30 ans une extension sur 18,5 ha de la carrière de sable et d'argile du Bois de Flines à Flines-lez-Râches, et l'autorisation d'exploiter une installation de recyclage de déchets inertes du BTP ;

- Vu les plans, documents et renseignements notamment l'étude d'impact joints à la demande précitée, les rectificatifs et informations complémentaires fournis par l'exploitant et notamment le dossier complémentaire reçu le 28 avril 2009 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2008 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique du 15 décembre 2008 au 15 janvier 2009 inclus ;
- Vu les observations et avis exprimés lors de l'enquête publique ;
- Vu le rapport du commissaire-enquêteur du 12 février 2009 ;
- Vu les avis exprimés au cours de l'enquête administrative ;
- Vu les avis des conseils municipaux de Roost-Warendin, Flines-les-Râches et Raimbeaucourt ;

Le pétitionnaire entendu,

- Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 29 avril 2009 ;
- Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (formation carrières) dans sa séance du 28 mai 2009 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord ;

Arrête

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : PORTEE DE L'AUTORISATION

1.1. - Objet

La S.A. Carrière DHAINAUT, dont le siège social est situé CD 938 route de Tournai 59148 FLINES-LES-RACHES, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue pour l'exploitation sur le territoire de la commune de Flines-les-Râches :

- d'une extension de la carrière de sables d'Ostricourt et d'argile d'Orchies autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 avril 1999, avec une augmentation de la capacité maximale totale de 327 000 t/an à 428 400 t/an, sous réserve du respect d'une capacité maximale moyenne de 350 000 t/an sur les cinq dernières années,
- d'une installation de recyclage de déchets inertes du BTP,

de respecter les prescriptions du présent arrêté.

1.2. - Classement

L'autorisation porte sur l'exploitation des installations suivantes visées par la nomenclature des installations classées :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	Classement AS, A, D/C, NC (1)
Exploitation de carrière à l'exception de celles visées au 5 et 6	1.1 – Carrière de sable et d'argile sur une superficie d'autorisation de 18,5 ha, d'extraction de 15,6 ha et une profondeur maximale de 30 m, cote minimale NGF + 5 m, dont le volume total de substances à extraire est de :	1 - Capacité maximale 428 400 t/an (271 400 m ³ /an) répartie en : - argile 85 200 t/an (42 600 m ³ – 2 t/m ³) - sable 343 200 t/an (228 800 m ³ -	2510-1	A

	<ul style="list-style-type: none"> - argile 1,28 Mt (640 000 m³) - sable 5,15 Mt (3,43 Mm³) <p>1.2 – Rabattement de la nappe d'eau superficielle à la cote minimale NGF + 4 m et rejet dans le fossé de la RD 938</p>	<p>1,5 t/m³)</p> <p>ces valeurs pouvant varier dans la limite de la capacité maximale</p> <p>2 – Capacité maximale moyenne 350 000 t/an sur les cinq dernières années.</p> <p>150 m³/h, 2 000 m³/j</p> <p>500 000 m³/an</p>		
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant > 200 kW	2 – Exploitation d'installations de concassage-criblage-mélange sans ou avec liant pour le recyclage de matériaux inertes du BTP préalablement triés sur chantier ou dans des centres de tri	<p>Puissance installée maximale 350 kW</p> <p>Capacité de traitement maximale de 200 t/j et 50 000 t/an</p>	2515-1	A
Stations de transit de produits minéraux solides autres que pulvérulents, la capacité de stockage étant >15 000 m ³ et ≤ 75 000 m ³	3 – Station de transit de produits minéraux solides : matériaux inertes du BTP non traités et produits recyclés	Volume maximal 30 000 m ³ (45 000 t - 1,5 t/m ³)	2517-2	D
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables représentant une capacité équivalente totale ≤ 10 m ³	<p>4 – Stockages en réservoirs manufacturés de liquides inflammables :</p> <p>R1 – réservoir enterré à double enveloppe de 40 m³ de gazole</p> <p>R2 – réservoir en fosse à simple paroi de 7,5 m³ de fioul</p>	<p>Ceq 1 : 1,6 m³ (40/5/5)</p> <p>Ceq 2 : 0,3 (7,5/5/5)</p> <p>Ceq total : 1,9 m³</p>	<p>1432-2</p> <p>1430</p>	N.C.
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables pour le chargement de véhicules-citernes, le remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent pour les liquides de coefficient 1 étant ≥ 1 m ³ /h et < 20 m ³ /h	<p>5 – Pompe électrique de distribution de carburant :</p> <p>P1 gazole 5 m³/h ou 3 m³/h</p> <p>P2 fioul 3 m³/h</p>	<p>Deq 1 : 1 m³/h (5/5)</p> <p>Deq 2 : 0,6 m³/h (3/5)</p> <p>Deq total : 1,6 m³/h</p>	<p>1434-1</p> <p>1430</p>	DC

- 1 – AS : installations soumises à autorisation susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique – A : installations soumises à autorisation – D : installations soumises à déclaration – C : Installations soumises à contrôle périodique prévu à l'article L512.11 du Code de l'Environnement – NC : installations non classées

1.3. - Capacités d'extraction et de traitement

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont de :

- 428 400 t/an pour l'extraction de sables et d'argile, sous réserve du respect d'une capacité maximale moyenne de 350 000 t/an sur les cinq dernières années ;
- 50 000 t/an pour la réception et le traitement de déchets inertes du BTP .

Le volume maximal extrait autorisé de sable et d'argile est de 4,1 Mm³ , soit 6,43 Mt sur la durée de l'autorisation.

1.4. - Périmètres d'autorisation

L'autorisation d'exploiter porte sur une surface d'autorisation de 18 ha 50 a 00 ca, constituée par les parcelles figurant sur l'annexe 1 du présent arrêté. Celle-ci est délimitée par les périmètres d'autorisation Nord et Est repérés par les points suivants sur le plan en annexe 2 du présent arrêté :

- PA Nord, points BA, BB, BC, BD, BE, BF,
- PA Est, points FA, FB, FC, FD, FE, FF, FG, FH, FI, FJ, FK, FL.

1.5. - Périmètres d'extraction

A l'intérieur des périmètres d'autorisation, les périmètres d'extraction PE Nord et Est portent sur les parcelles figurant dans l'annexe 1 du présent arrêté, et représente une superficie totale de 15 ha 60 a. Ils sont repérés par les points suivants figurant sur le plan en annexe 2 :

- PE Nord, points 17 à 22,
- PE Est, points 23 à 34.

L'annexe 1 indique par parcelle les informations suivantes : section, lieu-dit, numéro, superficie cadastrale, surface dans le PA, surface dans le PE, propriétaire.

1.6. - Stockage et traitement

Les matériaux extraits sont stockés à l'intérieur des périmètres d'extraction sur une superficie de stockage de 50 000 m².

Les installations de stockage et de traitement des déchets inertes du BTP sont situées à l'intérieur des périmètres d'autorisation sur une superficie d'exploitation de 25 000 m².

1.7. - Durée de l'autorisation

La durée de la présente autorisation qui inclut la remise en état, portant sur la surface d'autorisation de 18 ha 50 a 00 ca définie au paragraphe 1.4 ci-dessus, est fixée à 15 ans en application de l'article L 515-1.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Dans ce cas, la réalisation des travaux liés à la présente autorisation est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques (article R 512-29 du Code de l'Environnement).

L'extraction de matériaux commercialisables n'est plus réalisée à l'échéance du délai correspondant à la durée d'autorisation éventuellement prolongée moins 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

1.8. - Méthode d'exploitation

§1 – L'extraction des substances autorisées, sables et argile, est réalisée à sec par engins mécaniques jusqu'à la cote minimale d'extraction de + 5 m NGF.

L'exploitation est conduite selon un minimum de 3 gradins successifs de 15 m de hauteur maximale, séparés par une banquette d'une largeur libre minimale de 7 m permettant l'évolution des engins et véhicules. En dehors de la zone en cours d'exploitation les fronts de taille sont talutés selon une pente inférieure à 1/3 (H/V, 70°) pour le sable et 1/2 (H/V, 60°) pour l'argile.

L'exploitation est réalisée sans tir de mines.

1.9 – Remise en état

La remise en état du site est réalisée progressivement de façon coordonnée à l'exploitation.

Elle comprend le remblayage partiel ou total des zones excavées par des matériaux inertes du BTP non recyclables, jusqu'à la cote de l'ancien terrain naturel après régalinge des stériles de la carrière puis de la terre végétale, ainsi que l'aménagement de l'espace à des fins écologiques en vue du développement d'une flore et faune spécifiques : reboisement compensateur, falaise, dunes, mares, zones prairiales, bosquets...

La remise en état sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

1.10 – Phasage de l'exploitation et de la remise en état

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en annexe 3 du présent arrêté.

1.11 – Activités déclarées

Le présent arrêté vaut récépissés de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration sous les rubriques n° 2517-2 (station de transit de produits minéraux solides) et 1434-1 (installations de distribution de fioul et gazole).

Article 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de relevés floristiques et faunistiques. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.2. - Respect des engagements

Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation, (dossier Géovision – août 2008) ainsi qu'aux informations complémentaires et engagements fournis par le demandeur dans le cadre de l'instruction de cette demande.

2.3. – Autres dispositions réglementaires

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations classées visées à l'article 1.2 ci-dessus ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement ni autorisation de destruction d'espèces protégées au titre du Code de l'Environnement (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-14).

2.4. – Documents

Les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans, et en particulier les bordereaux de suivi des apports extérieurs.

L'inspection des Installations Classées peut demander la transmission de ces documents ou d'une synthèse de leur contenu.

7

CHAPITRE II – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

Article 3 : INFORMATION DU PUBLIC

Chaque voie d'accès au chantier dispose d'un panneau portant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'indication suivante : « Plan de remise en état consultable en mairie de Flines-les-Râches » suivie de son adresse.

Ce panneau est le cas échéant complété par la référence des arrêtés préfectoraux complémentaires ultérieurs.

Article 4 : REPERAGE DES PERIMETRES ET DU NIVELLEMENT

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.2, l'exploitant est tenu de placer ou de vérifier la présence :

- 1) des bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain des périmètres d'autorisation PA Nord et Est, tel que figurant sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté ;
- 2) d'un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain des périmètres d'extraction PE Nord et Est, tel que figurant sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté. Ce piquetage peut-être limité à la zone en cours d'exploitation et constitué d'un merlon ou fossé ;
- 3) d'une borne de nivellement permettant le contrôle de la cote minimale NGF d'extraction.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces dispositifs et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 5 : DERIVATION DES EAUX DE SURFACE

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones en exploitation, est mis en place à la périphérie de ces zones.

Article 6 : ACCES A LA VOIRIE PUBLIQUE

L'accès principal et unique à la voirie publique est aménagé et signalé en accord avec le service gestionnaire de celle-ci, de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Cet aménagement comprend notamment, conformément au plan joint en annexe 2, une signalisation routière intérieure et extérieure comprenant un STOP avec bande blanche au sol, des panneaux « Attention – Sortie d'engins ».

Tout autre accès doit être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

Article 7 : CHEMINS DE PROMENADE

Le cheminement des promeneurs par le chemin Blervacque étant supprimé, l'accès au bois est remplacé par un autre cheminement de Râches à Coutiches figurant sur l'annexe 2, qui rejoint le rond-point des sorcières par le chemin du Petit Bois et la rue du Bois.

Ce chemin est aménagé et régulièrement entretenu par l'exploitant.

Article 8 : ZONE D'ACCUEIL DES HYMENOPTERES SABULICOLES

L'exploitation de l'extension Est est subordonnée au défrichage et décapage sur environ 6 980 m², de la parcelle n° 5050, pour aménager une plage de sable favorable aux hyménoptères sabulicoles suivi d'un transfert de graines de plantes xérophiles et oligotrophes.

Article 9 : DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Après le contrôle ou la réalisation des aménagements prescrits ci-avant aux articles 3 à 8, l'exploitant adresse au Préfet en trois exemplaires dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R 512-44 du Code de l'Environnement. Elle est accompagnée de l'original du nouveau document attestant la constitution de la garantie financière dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre X.

CHAPITRE III – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 10 : REALISATION DU DEBOISEMENT ET DU DEFRICHAGE

Sans préjudice des dispositions de l'autorisation correspondante, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Article 11 : DECAPAGE

11.1. - Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles, représentant respectivement un volume de 49 000 m³ et 328 000 m³, sont stockés séparément sur une hauteur maximale de 2 m pour l'horizon humifère et réutilisés pour la remise en état des lieux.

11.2. - Patrimoine archéologique

Trois mois au moins avant le début des travaux de décapage et ce, pour chacune des phases d'exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux (Service Régional de l'Archéologie, Ferme Saint Sauveur Avenue du Bois 59650 Villeneuve d'Ascq).

En application de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la commune. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, sous sa responsabilité, dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

Si des vestiges sont mis à jour lors des opérations de sondage ou d'exploitation, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour les préserver.

Une copie des courriers relatifs à la découverte de vestiges archéologiques est adressée à l'inspecteur des installations classées.

Article 12 : EPAISSEUR D'EXTRACTION

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 30 m dont 2,3 m de terres de découverte.

Elle ne peut être réalisée en dessous de la cote NGF + 5 mètres.

Article 13 : ETAT FINAL

13.1. - Elimination des produits polluants en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

13.2. - Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 6 mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, du plan de phasage en annexe 3 et du plan final de remise en état en annexe 4, la remise en état qui a pour objet d'aménager l'espace à des fins écologiques en vue du développement d'une flore et d'une faune spécifiques, comporte les principales dispositions suivantes :

§ 1 – le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;

§ 2 – le remblayage total de l'excavation par des matériaux inertes extérieurs et les terres de découverte jusqu'au niveau de l'ancien terrain naturel, de + 26 m NGF au Sud à + 36 m NGF au Nord ;

§ 3 – l'aménagement de zones partiellement remblayées ;

§ 4 – l'utilisation des terres de découverte constituant les merlons périphériques pour la reconstitution du sol après remblayage ;

§ 5 – la conservation dans son état actuel d'une partie de front de taille vertical d'une hauteur d'environ 7 m et 45 m de longueur, propice à l'hirondelle des rivages. Ce front est localisé au niveau du segment B – BA sur le plan en annexe 2 ;

§ 6 – l'aménagement au cours de la première année d'exploitation de zones sableuses, favorables aux espèces d'hyménoptères terricoles et aux végétations de pelouses sableuses. Ces zones sont réalisées par décapage des parcelles 5050 et 4758 sur une surface d'environ 7 000 m², ainsi que sur la parcelle 52 après remblayage et mise en place d'une couche de sable ;

§ 7 – la réalisation d'un boisement compensatoire partiel selon les modalités de l'autorisation de défrichement et de zones prairiales après régalinge de la terre végétale de façon à reconstituer l'horizon pédologique sur son épaisseur initiale (0,3 à 0,4 m) ;

§ 8 – la création d'un réseau de mares et d'étangs dans les zones prairiales et les boisements, avec des berges en pente douce ($\leq 20\%$). L'un des étangs sera en contact direct avec la dune de façon à diversifier la nature des berges et les espèces qui leur seront associées ;

§ 9 – l'aménagement de bosquets d'arbres afin d'assurer les continuités écologiques après régalinge des stériles et de la terre végétale ;

§ 10 – la réalisation de bosquets d'arbres et la remise en état du sol pour sa remise en culture de façon à remettre l'extension Est dans un état correspondant à son état initial ;

§ 11 – le rétablissement du chemin reliant le café du Sahara au Rond Point des Sorcières ;

§ 12 – l'aménagement de fossés de part et d'autre des cheminements pour limiter l'accès du public aux prairies et boisements et pour drainer les parcelles ;

§ 13 – la réalisation lors des travaux de défrichement de dépôts de bois pour constituer des réserves de bois mort, maillon important de nombreuses chaînes alimentaires ;

§ 14 – l'aménagement de zones xérophiles et oligotrophes propices à une végétation pionnière dont la dune et la plage de sable de la parcelle 5050 visées ci-dessus ;

§ 15 – la reconstitution à son emplacement initial de la drève du Milieu avec un fossé de part et d'autre de ce chemin ;

§ 16 – la plantation d'alignements de chênes pédonculés (*Quercus robur*) de part et d'autre des cheminements, chaussée par de jeunes plants de genêt à balai (*Cytisus scoparius*) ;

§ 17 – la cession des terrains au Conseil Général du Nord en vue de la gestion à long terme des milieux doit faire l'objet d'une démarche volontaire formalisée par une convention entre les deux parties. La rétrocession se fera de manière progressive après la remise en état des terrains par l'exploitant et l'obtention du procès-verbal de récolement prévu à l'article R 512-76. Le Conseil Général du Nord aura la charge du suivi des mesures d'accompagnement et fera alors procéder aux évaluations à l'année n+1, puis à l'année n+5 suivant la réalisation des aménagements écologiques.

13.3. - Remblayage de la carrière

13.3.1. Dispositions générales

§1 - Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

§2 - Pour l'application du présent arrêté, un matériau inerte doit satisfaire aux dispositions suivantes : (déchets mentionnés au e de l'article 2 de la directive 1999/31/CE du Conseil du 26/04/1999).

Il ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Il ne se décompose pas, ne brûle pas et ne produit aucune autre réaction physique ou chimique. Il n'est pas biodégradable et ne détériore pas d'autres matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et sa teneur en polluants ainsi

que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines.

§3 - Les matériaux issus du BTP ou du réseau routier pourront être utilisés dans la mesure où cette utilisation n'est pas incompatible avec les plans départementaux de gestion des déchets du BTP, lorsque ces plans existent.

13.3.2. Matériaux de remblayage

§1 - Ces matériaux peuvent être codifiés selon l'annexe II de l'article R 541-8 relatif à la classification des déchets s'ils répondent à la définition du terme déchet figurant à l'article L 541-1 du Code de l'Environnement.

§2 - Sont interdits :

- les déchets considérés comme dangereux dont la codification comporte un astérisque (*) selon les modalités de l'annexe précitée, et en particulier les déchets contenant de l'amiante (17 06 05*),
- les déchets municipaux : déchets dont l'élimination au sens du titre IV du livre V du Code de l'Environnement relève de la compétence des communes (articles L 2224-13 et L 2224-14 du code général des collectivités territoriales),
- les déchets industriels inertes provenant d'installations classées qui doivent être déposés dans une installation de stockage répondant aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31/12/04. Cet arrêté ministériel, après sa publication, s'applique aux installations autorisées postérieurement et aux installations existantes pour lesquelles un délai de deux ans, à compter du 01/03/05, est accordé pour leur mise en conformité.

§3 - Sont autorisés sous réserve de leur caractère inerte les déchets visés dans l'annexe 5 du présent arrêté, ainsi que les déchets provenant d'installations classées de fabrication de matériaux de construction, similaires aux gravats et déchets inertes issus de l'activité du bâtiment et des travaux publics.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

13.3.3. Réception et mise en place des matériaux

§1 - Acceptation préalable

L'exploitant s'assure que sur le lieu de production, le responsable de ces matériaux (producteur ou intermédiaire) procède à un tri rigoureux afin de n'évacuer vers la carrière que les seuls matériaux inertes.

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets en installation de stockage de déchets inertes.

Cette acceptation préalable contient à minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe 6 du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe 6 peuvent être admis.

Pour les enrobés bitumineux, l'exploitant doit s'assurer de l'absence de goudron par une méthode de détection simplifiée (par exemple méthode dite « PAK Marker 1 » de pulvérisation de peinture blanche au solvant associé à un éclairage UV). Le résultat de ce test est indiqué sur le bordereau de suivi défini ci-après.

§2 - Bordereau de suivi

- 1 - Chaque apport extérieur doit être accompagné par un bordereau de suivi, rempli par le producteur des matériaux inertes (généralement le maître d'ouvrage) et les différents intermédiaires le cas échéant, indiquant sa provenance, destination (nom de la carrière), masse ainsi que ses caractéristiques essentielles (nature complétée en tant que de besoin par toute information utile : forme physique, granulométrie, couleur, odeur...), le moyen de

transport utilisé (nom du transporteur et n° d'immatriculation du véhicule) et le cas échéant la codification du déchet ;

Ce bordereau porte :

- la définition d'un matériau inerte figurant au §2 de l'article 13.3.1. du présent arrêté,
- l'indication suivante : "Nous attestons, en application de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, qu'il s'agit de matériaux inertes utilisables pour le remblayage d'une carrière", suivi du nom et de la signature du responsable des matériaux ou de la personne mandatée à cet effet,
- le repérage de la zone en cours de remblayage.

Le bordereau de suivi des déchets inertes, mentionné par la recommandation n° T2 – 2000 aux maîtres d'ouvrage publics relative à la gestion des déchets du bâtiment adoptée le 22 juin 2000 par la Section Technique de la Commission centrale des marchés, pourra être utilisé.

§3 - Réception des matériaux

Un panneau à l'entrée du site :

- rappelle que le remblayage ne peut être réalisé que par des matériaux inertes préalablement triés,
- porte la liste des types de déchets admissibles.

Le déchargement des matériaux inertes doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant afin de vérifier l'absence de déchets interdits, tels que définis à l'article 13.3.2 §2 du présent arrêté, ou de les soustraire avant l'enfouissement. Les matériaux ne doivent pas être bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, les déblais doivent subir un examen visuel et olfactif de contrôle et un tri qui permettent de déceler et de soustraire les éléments indésirables résiduels (bidons, fûts, ferrailles...) ; ils sont ensuite poussés par un buteur. Une benne amovible ou container pour la récupération des refus doit rester disponible en permanence sur le site.

La zone de remblayage utilisée correspondant à celle définie par le plan de remblayage doit être matérialisée sur le site.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception ou double du bordereau de suivi est délivré à l'expéditeur des déchets.

En cas de non conformité des matériaux, il appartient à l'exploitant de refuser le chargement et de le renvoyer vers son lieu de production.

L'Inspection des Installations Classées est informée au plus tard 48 heures après le refus, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

§4 - Registre et plan de remblayage

L'exploitant doit tenir un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, répertoriant pour chaque chargement de déchets présenté, la provenance, la quantité, les caractéristiques des matériaux, le moyen de transport utilisé, la zone de remblayage, ainsi qu'un plan topographique localisant ces zones.

Les refus sont également consignés sur ce registre avec l'indication des non conformités constatées.

Une quantification annuelle du tonnage des matériaux inertes reçus est réalisée.

Ce registre conservé pendant au moins 5 ans, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE IV – SECURITE DU PUBLIC

Article 14 : CLOTURES ET SIGNALISATION

14.1. - Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, des zones en eau et des fronts de taille non sécurisés, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. L'interdiction d'accès et les dangers (noyade, enlèvement, chute, éboulement...) sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

14.2. - Le bon état des clôtures et de la signalisation ainsi que la stabilité des terrains voisins, des talus et fronts de taille, doivent être contrôlés au moins une fois par an.

Les résultats de ces contrôles ainsi que la nature des travaux exécutés sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 15 : ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS

Les bords de l'excavation de la carrière délimités par les PE figurant sur l'annexe 2, sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre d'autorisation PA défini à l'article 1.4 ci-dessus, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (pylône EDF, chemin, ouvrage de transport souterrain, ...).

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

En particulier, la pente du front de taille en limite du périmètre d'extraction défini à l'article 1.5 ci-dessus est inférieure ou égale à 1/3 (H/V, 70°) pour le sable et 1/2 (H/V, 60°) pour l'argile.

CHAPITRE V – PLAN

Article 16 : PLAN D'EXPLOITATION

L'exploitant doit tenir à jour des plans à des échelles adaptées à la superficie de la carrière, dont un au moins au 1/1000, sur lequel sont reportées toutes les informations utiles et en particulier :

- les limites de la surface sur laquelle porte le droit d'exploiter, son bornage, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m,
- les clôtures et panneaux de signalisation,
- la borne de nivellement et le piquetage du périmètre d'extraction,
- les bords de la fouille et des talus,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs,
- la position des ouvrages visés à l'article 15 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les zones remises en état et en cours de remblayage,
- les diverses installations de la carrière (cribleuse, concasseur, pistes, stocks de matériaux, bureaux, bascule, zone en eau, réseau périphérique de dérivation des eaux pluviales...).

Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est transmis à l'inspecteur des installations classées.

En cas de besoin, l'inspecteur des installations classées peut demander la réalisation et la communication de photographies aériennes du site et de son environnement.

CHAPITRE VI – PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 17 : LIMITATION DES POLLUTIONS

§1 - La carrière et les installations de recyclage de déchets inertes sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et les nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel. En particulier, des merlons engazonnés pouvant être complétés par des plantations d'arbustes et d'arbres formant une haie végétale, sont établis aux endroits appropriés, et notamment dans la zone Est pour réduire le bruit et l'impact visuel au niveau des habitations.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

§2 - Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues pour réduire les nuisances sonores et vibratoires, éviter l'accumulation d'eau et de boue et l'émission de poussières par temps sec.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cet effet et en tant que de besoin, les roues et châssis des véhicules sont nettoyés et leur chargement doit être bâché ou humidifié. La piste de sortie est revêtue d'un enrobé routier.

Le chargement des véhicules sortant de la carrière doit être réalisé dans le respect des limites de poids total autorisé en charge (PTAC) et poids total roulant autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.

En cas de chute accidentelle de matériaux ou de présence de boues ou de poussières résultant des transports liés à l'activité du site, l'exploitant devra faire procéder à un nettoyage de la voirie publique.

Article 18 : PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

18.1. - Prévention des pollutions accidentelles

18.1.1. Exploitation des engins de chantier

§ 1 – L'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur des aires étanches entourées par un caniveau et reliées à un point bas permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

§ 2 - Le ravitaillement sur place des véhicules lents à chenilles et autre équipement utilisé à poste fixe, doit être réalisé selon une procédure de l'exploitant qui définit les conditions de transport et de transvasement du carburant, pour éviter les pertes ou récupérer le carburant en cas d'accident ou de débordement.

18.1.2. Aires de dépotage, de remplissage ou de distribution de liquides inflammables

§ 1 – Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables doivent être étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de celles-ci.

§ 2 – Toute installation de distribution, de remplissage et de stockage de liquides inflammables, doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle...).

§ 3 – Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen de décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures munis d'un dispositif d'obturation automatique. Chaque décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 l par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Les séparateurs-décanteurs doivent être conformes à la norme NFX P 16-440, ou à la norme NFX

P 16-441 ou à tout autre code de bonnes pratiques équivalent. Les décanteurs-séparateurs doivent être nettoyés par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée doit fournir la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures ainsi que les attestations de conformité à la norme en vigueur sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

18.1.3. Stockage des produits polluants

§1 - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

§2 - Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés, sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

§3 - La capacité de rétention ne peut pas être vidangée gravitairement (vanne) ou par pompe à fonctionnement automatique.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

18.2. - Prélèvements d'eau au milieu naturel

L'eau nécessaire pour l'humidification des sources de poussières (arrosage des pistes, chantier d'extraction, chargement des véhicules...) provient uniquement du réseau de collecte de l'eau d'exhaure (eau pluviale et eau de rabattement de la nappe des sables landéniens).

Les volumes d'eau utilisés sont consignés sur un registre. Avant le 31 janvier de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées sa consommation d'eau de l'année précédente.

Le rabattement de la nappe d'eau des sables landéniens est limité à la cote + 4 m NGF. Il doit être conduit uniquement pour permettre l'exécution à sec de l'extraction des matériaux ou la remise en état du site.

18.3. - Rejet d'eau dans le milieu naturel

18.3.1. Eaux de procédés des installations

Il n'y a pas d'installation de lavage des matériaux ni d'autre installation de traitement utilisant de l'eau pour leur fonctionnement.

18.3.2. Eau d'exhaure

Le rejet de la carrière est constitué d'une part, par les eaux pluviales récupérées par le site et l'eau de rabattement de la nappe des sables, et d'autre part, par l'eau d'exhaure de la carrière voisine qui est rejetée dans le bassin de décantation.

Les modalités de réception et de traitement de l'eau de la carrière voisine doivent faire l'objet d'une convention définissant les droits et obligations de chaque partie. La S.A. Carrière DHAINAUT est responsable du traitement et du rejet de l'eau d'exhaure de la carrière voisine.

18.3.3. Installations de traitement

§1 - Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté (séparateurs à hydrocarbures, bassins de décantation...).

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre éventuellement informatisé.

§ 2 - Les installations de traitement des eaux sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées pour le rejet d'eau d'exhaure, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour maîtriser la pollution émise. En particulier, lors du curage du bassin de décantation final le rejet d'eau d'exhaure doit être suspendu si les valeurs limites de rejet ne sont pas respectées.

18.3.4. Valeurs limites du rejet de l'eau d'exhaure

Le rejet d'eau d'exhaure dans le fossé qui borde la D 938 doit respecter les valeurs limites suivantes :

§ 1 - Débit :

	Instantané	Journalier	Annuel
VALEUR MAXIMALE	150 m ³ /h	2 000 m ³ /j	500 000 m ³ /an

§ 2 - Valeurs limites des paramètres de qualité

- le pH est inférieur à 8,5 (eau naturellement acide favorable à la biodiversité et aux milieux environnants acidophiles),
- la température est inférieure à 30° C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 25 mg/l (norme NFT 90105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 40 mg/l (norme NFT 90101),
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 0,5 mg/l (norme NFT 90114),
- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

18.3.5. Surveillance de la qualité du rejet

18.3.5.1 - Point de prélèvement et de mesures

§1 - un point de prélèvement d'échantillon et de mesures représentatif de la qualité de l'effluent, doit être aménagé en amont du point de rejet dans le fossé qui borde la D 938.

Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit qui permet de mesurer le débit instantané et les volumes mensuels et annuels du rejet.

Ce point doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Il doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

§2 – Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

18.3.5.2 – Surveillance de la qualité et du débit

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance du rejet de l'eau d'exhaure. Ce programme comprend au moins :

- un contrôle semestriel par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'environnement, des valeurs limites fixés à l'article 18.3.4 ci-dessus dont le débit instantané rejeté.
- Les relevés mensuels et annuels du volume rejeté. Ces informations sont consignées sur un registre.

Les premières mesures et analyses sont réalisées dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté.

18.3.5.3 – Transmission et analyse des résultats de la surveillance

Un état récapitulatif annuel des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 18.3.5.2 ci-avant, doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit la réception des analyses, à l'inspection des installations classées.

Cette transmission est accompagnée :

- d'un tableau récapitulatif des résultats des campagnes précédentes,
- dans tous les cas, d'une analyse des résultats obtenus portant sur l'évolution des paramètres et la position des valeurs au regard des normes imposées,
- en tant que de besoin, du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements, mesures et analyses, en accord avec l'exploitant.

18.4. – Surveillance du remblayage

18.4.1. Objet de la surveillance

Le caractère inerte des matériaux extérieurs utilisés pour le remblayage de la carrière et l'absence de pollution accidentelle par les activités de la carrière, sont surveillés par l'intermédiaire du fossé ou du bassin de stockage des eaux le plus proche des remblais en fond de carrière.

18.4.2. Programme de surveillance

§1 - L'exploitant définit un programme de surveillance de l'impact du remblayage sur l'eau en fond de carrière. Ce programme comprend au moins la détermination annuelle de la valeur ou de la concentration des paramètres suivants : pH, DCO, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn, fluorures, indice phénols, COT, BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylènes), PCB (biphényles polychlorés 7 congénères), hydrocarbures (C10 à C40), HAP(1) .

(1) Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, pour le total des six substances suivantes :

- fluoranthène

- benzo (3, 4) fluoranthène
- benzo (11, 12) fluoranthène
- benzo (3, 4) pyrène
- benzo (1, 12) pérylène
- indéno (1, 2, 3-cd) pyrène

La première campagne de contrôle est réalisée dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

§ 2 - En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, à une fréquence déterminée, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

18.4.3. Echantillonnage et analyse

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement, selon les normes en vigueur : pour l'échantillonnage NF EN ISO 5667-3, NF EN 25667-1, NF EN 25667-2 ; pour les analyses d'eau les normes applicables sont celles de l'annexe 7 du présent arrêté.

En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans le délai de six mois suivant leur publication.

18.4.4 – Transmission et analyse des résultats de la surveillance

Un état récapitulatif annuel des résultats des mesures et analyses imposées à l'article 18.4.2 ci-avant, doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit la réception des analyses, à l'inspection des installations classées.

Cette transmission est accompagnée :

- d'un tableau récapitulatif des résultats des campagnes précédentes,
- dans tous les cas, d'une analyse des résultats obtenus portant sur l'évolution des paramètres et leur position au regard des valeurs de référence ou guides en matière de pollution des eaux,
- en tant que de besoin, du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements, mesures et analyses, en accord avec l'exploitant.

18.4.5 - Pollution des eaux de ruissellement

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux de ruissellement, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires.

Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 19 : POLLUTION ATMOSPHERIQUE

19.1 - Emission de poussières

§ 1 -L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier et en tant que de besoin :

- les installations sont capotées et munie de dispositif d'abattage des poussières,
- les matériaux sont arrosés,
- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), convenablement nettoyées et arrosées,
- la vitesse des camions à l'intérieur du site est limitée par une signalisation,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation ou merlons doivent être prévus.

L'exploitant doit disposer en temps utile des matériels nécessaires.

19.2 - Stockages

Les stockages extérieurs de produits minéraux solides ou pulvérulents doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, et être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.

19.3 - Brûlage

Le brûlage à l'air libre est interdit.

CHAPITRE VII : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE

Article 20 : VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Toutes les installations électriques doivent être maintenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications, sont définis et réalisés selon les prescriptions de l'article 49 paragraphe 2 du titre EL du Règlement Général des Industries Extractives (RGIE).

Ces dispositions sont notamment applicables aux installations de distribution et stockage de liquides inflammables.

Article 21 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

§ 1 - L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur, en particulier chaque engin est équipé d'un extincteur à poudre 2 kg classe ABC. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

§ 2 – Pour les installations de stockage et de distribution de carburant, d'une façon générale, les installations sont dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégées comme suit :

- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sous surveillance) ;
- pour chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;
- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ;

- pour chaque flot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ;
- pour l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;
- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

Article 22 : ACCESSIBILITE DES SECOURS

Une voie engin doit permettre l'accès des engins de secours et de lutte contre l'incendie sur le site selon les caractéristiques suivantes :

- largeur libre de 3 m minimum libre de circulation, bandes réservées au stationnement exclues,
- hauteur libre de 3,50 m,
- force portante 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m minimum,
- rayon intérieur R de 11 m minimum,
- surlargeur $S = 15/R$ en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 m,
- pente inférieure à 15 %.

Les voies en cul-de-sac disposent d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

CHAPITRE VIII : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Article 23 : SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 24 : CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant valorisation ou élimination des déchets, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches en cas de risque de pollution et si possible être protégés des eaux météoriques.

Il est interdit de stocker des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements (lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination).

La durée maximale de stockage des déchets est de 1 an.

Article 25 : DECHETS VALORISES, TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations de traitement ou d'élimination sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Code de l'Environnement. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve de l'élimination correcte des déchets.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Tout épandage d'eau résiduaire, de boue et de déchets est interdit en cas de risque de pollution de l'environnement.

Article 26 : CONTROLE DES CIRCUITS DE TRAITEMENT DES DECHETS

§ 1 – Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

§ 2 - L'exploitant ouvre un registre, qui peut-être informatisé, sur lequel sont reportées les informations suivantes (arrêté ministériel du 7 juillet 2005) en application de l'article R 541-48 :

- 1° la désignation des déchets et leur code indiqué à l'annexe II de l'article R 541-8 relatif à la classification des déchets ;
- 2° la date d'enlèvement ;
- 3° le tonnage des déchets ;
- 4° le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets émis ;
- 5° la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 2006/12/CE du 5 avril 2006 qui figure en annexe 8 du présent arrêté ;

6° le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale ;

7° le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;

8° le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIREN ainsi que leur numéro de récépissé conformément à l'article R 541-51 ;

9° la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;

10° le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément à l'article R 541-56.

Ce registre est conservé pendant au moins cinq ans.

§ 3 – Les personnes qui déposent des déchets dangereux en déchetterie ou les remettent à un collecteur de petite quantité n'inscrivent pas les quantités correspondantes dans leur registre.

Article 27 : NATURE ET CARACTERISTIQUES DES DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations qui sont codifiés par l'exploitant selon les codes de l'annexe II de l'article R 541-8 relatif à la classification des déchets sont les suivants :

Code de l'annexe II de l'article R 541-8	Nature du déchet
01 04 12	Boues des bassins de décantation et de curage des fossés
16 01 03	Pneus hors d'usage
16 01 17 ou 18	Métaux, emballages métalliques
16 01 99	Caoutchouc (bandes transporteuses)
13 05 01 * ou 02 *	Boues de déshuileur
13 05 06 * ou 07 *	Hydrocarbures de débourbeur
13 02 xy *	Huile de vidange
13 01 xy *	Huiles hydrauliques
16 01 07 *	Filtres à huiles
16 01 99	Cartouches de graissage
13 07 01 *	Filtres à gasoil
16 01 13 *	Liquides de frein
16 06 xy * ou xy	Piles et accumulateurs
16 01 14 ou 15	Liquides de refroidissement

Article 28 : AUTOSURVEILLANCE DES DECHETS

Les dispositions des articles R 541-44 et R 541-48 portant sur la déclaration annuelle à l'administration relative au contrôle des circuits de traitement des déchets sont applicables (arrêté ministériel du 31 janvier 2008

CHAPITRE IX : BRUITS ET VIBRATIONS

Article 29 : BRUITS ET VIBRATIONS

29.1. - Principe

L'exploitation est équipée et conduite de manière à ne pas être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidoienne ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- la circulaire du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

29.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du périmètre d'autorisation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conforme à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par les articles R 571-1 à R 571-14.

29.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

29.4. - Niveaux sonores

§ 1 - Le contrôle des niveaux sonores dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après et au plan en annexe 2, qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Sur le segment FB-FF	56,3	Exploitation non autorisée
Sur segment BD-BE	52,5	

Pour les autres points de mesure sur le périmètre d'autorisation, le niveau limite de bruit est de 70 dB(A) sous réserve du respect de la valeur limite d'émergence définie ci-après.

§ 2 - Les émissions sonores de l'exploitation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les
---	---	--

(incluant le bruit de l'établissement)	et jours fériés	dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Exploitation non autorisée
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	Exploitation non autorisée

§ 3 - La carrière et les activités de remblayage et de recyclage sont autorisées à fonctionner du lundi au vendredi de 7 h00 à 19 h00.

En cas d'intempéries prolongées, la carrière et les activités de remblayage peuvent exceptionnellement fonctionner le samedi de 7 h à 15 h. Dans ce cas, le Maire et l'Inspecteur des Installations Classées doivent être prévenus au moins 48 h à l'avance.

29.5. - Contrôles

29.5.1. Contrôles particuliers

L'inspecteur des installations classées peut demander :

- que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant ;
- à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

29.5.2. Contrôles périodiques

§1 - Un contrôle des niveaux sonores limites définis à l'article 29.4 ci-dessus, est effectué dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

§2 - L'exploitant fait contrôler à ses frais au moins tous les 3 ans, les niveaux sonores limites définis à l'article 29.4 ci-dessus à deux points situés sur les segments précités, et le cas échéant, le respect des émergences dans les zones réglementées. Ces mesures sont réalisées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 par une personne ou un organisme qualifié.

§3 - L'exploitant soumet pour accord à l'inspection des installations classées le programme de celles-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Des emplacements autres que les segments précités peuvent être définis de façon à préciser les niveaux sonores et apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, compte tenu de l'avancement de l'exploitation.

29.5.3. Transmission des résultats

Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois suivant leur réalisation. L'analyse doit porter sur la position des valeurs au regard des valeurs limites imposées et de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, ainsi que sur leur évolution en fonction de l'avancement de l'exploitation. Elle est accompagnée le cas échéant du descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

CHAPITRE X - GARANTIES FINANCIERES POUR LA REMISE EN ETAT

Article 30 : MONTANTS DE REFERENCE

30.1. - La durée de l'autorisation est divisée en 3 périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de référence de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas de phasage de l'exploitation et de la remise en état joints en annexe 3 du présent arrêté, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

30.2. - Les montants de référence TTC de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes sont de :

Période considérée à compter de la notification du présent arrêté	Montant de référence C_R TTC en Euros	Surface en ha remise en état pour la période considérée	
		Au début	A la fin
+ 0 à + 5	144 905	0	5
+ 5 à + 10	160 372	5	10
+ 10 à + 15 ans	140 088	10	18,5

Ces montants ont été établis selon une évaluation détaillée et exhaustive validée par une analyse critique effectuée par un organisme tiers agréé, conformément à l'annexe II-2 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, avec $index_R$ = indice TP01 décembre 2008 soit 613,6 et $TVA_R = 0,196$. Ces montants s'ajoutent aux garanties financières définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 1999.

Article 31 : NOTIFICATION

L'exploitant met en place ou contrôle le bon état des aménagements prévus aux articles 3 à 8 du présent arrêté dans un délai d'un mois à compter de sa notification. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 9 du présent arrêté, et l'original du document établissant la constitution du montant de référence de la garantie financière pour la 1^{ère} période quinquennale dans la forme définie par l'arrêté du 1^{er} février 1996 modifié.

Article 32 : RENOUELEMENT

L'exploitant adresse au Préfet l'original du document établissant le renouvellement de la garantie financière au moins six mois avant son échéance, actualisée selon l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La garantie financière doit être renouvelée à l'initiative de l'exploitant jusque sa levée par arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues par l'article R 512-31 du Code de l'Environnement.

Article 33 : ACTUALISATION DU MONTANT

§1 - Le montant de la garantie financière est actualisé à chaque période quinquennale visée à l'article 30.2 ci-dessus, selon les dispositions en vigueur.

La formule d'actualisation est à ce jour selon l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 :

$$C_n = C_R \frac{(Index_n)}{(Index_R)} \times \frac{(1+TVA_n)}{(1+TVA_R)}$$

C_R : le montant de référence de la garantie financière de la période quinquennale

C_n : le montant de la garantie financière à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de la garantie financière

$Index_n$: dernier indice TP01 connu au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de la garantie financière

Index_R : indice TP01 décembre 2008 soit 613,6 utilisé pour l'établissement des montants de référence fixés par l'article 30.2 ci-dessus

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de la garantie financière

TVA_R : taux de la TVA applicable à ce jour soit 0,196

§2 - Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 p. 100 de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant de la garantie financière doit être actualisé dans les six mois suivant cette augmentation.

L'actualisation de la garantie financière relève de l'initiative de l'exploitant.

§3 - Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 p. 100 du coût couvert par la garantie financière, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification des montants de la garantie financière. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant de la garantie financière doit être subordonnée à la constitution d'une nouvelle garantie.

Article 34 : ABSENCE DE GARANTIE FINANCIERE

L'absence de garantie financière entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514-1-I-3° du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 35 : APPEL A LA GARANTIE FINANCIERE

Le Préfet fait appel à la garantie financière :

- soit en cas de non respect des prescriptions applicables à cette exploitation en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions du présent arrêté.

Article 36 : REMISE EN ETAT NON CONFORME

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE XI – PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITES

Article 37 : DEPOTS ET INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE CARBURANT

37.1. – Dispositions générales

37.1.1. Dépôts

§ 1 - Les réservoirs enterrés de liquides inflammables (gazole et fioul) et leurs équipements annexes, doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 modifié le 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes, et en particulier les dispositions du présent chapitre.

§ 2 – Le dépôt de gazole doit respecter les dispositions des titres I, II et IV de l'arrêté ministériel précité du 22 juin 1998.

§ 3 – Le dépôt de fioul doit respecter les dispositions des titres I, III et IV de l'arrêté ministériel précité du 22 juin 1998.

37.1.2. Distribution

§ 1 – Les installations de distribution de gazole et fioul doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 de la nomenclature des installations classées, et en particulier les dispositions du présent chapitre.

§ 2 – Le distributeur de gazole doit respecter les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel précité du 19 décembre 2008.

§ 3 – Le distributeur de fioul doit respecter les dispositions de cette annexe I selon les conditions précisées à l'annexe IV de l'arrêté ministériel précité du 19 décembre 2008.

37.2. – Définition

Un réservoir est dit enterré lorsqu'il se trouve entièrement ou partiellement en dessous du sol environnant qu'il soit en contact avec le sol ou placé dans une fosse. Les réservoirs installés dans des locaux situés en dessous du sol sont considérés comme des réservoirs aériens.

Les équipements annexes d'un réservoir enterré sont les canalisations associées, le limiteur de remplissage, le dispositif de jaugeage et l'évent.

37.3. – Prescriptions techniques

§ 1 – Les réservoirs enterrés doivent être :

- soit à double paroi en acier, conformes à la norme NFM 88513 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, munis d'un système de détection de fuite entre les deux protections qui déclenchera automatiquement une alarme optique et acoustique ;
- soit placés dans une fosse constituant une enceinte fermée et étanche, réalisée de manière à permettre la détection d'une éventuelle présence de liquide en point bas de la fosse ;
- soit conçus de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection et de détection de fuite.

§ 2 – Les canalisations enterrées constituées d'une simple enveloppe en acier sont interdites.

Les canalisations de remplissage, de soutirage ou de liaison entre les réservoirs doivent :

- soit être munies d'une deuxième enveloppe externe étanche en matière plastique, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne, dont les caractéristiques répondent aux références normatives en vigueur ;
- soit être conçues de façon à présenter des garanties équivalentes aux dispositions précédentes en terme de double protection.

Toutefois, lorsque les produits circulent par aspiration ou gravité, sont acceptées les canalisations enterrées à simple enveloppe :

- soit composites constituées de matières plastiques ;
- soit métalliques spécifiquement protégées contre la corrosion (gaine extérieure en plastique, protection cathodique ou une autre technique présentant des garanties équivalentes).

De plus, lorsque les produits circulent par aspiration, le clapet anti-retour sera placé au plus près de la pompe.

§ 3 – Les canalisations enterrées doivent être à pente descendante vers les réservoirs.

Dans le cas des canalisations à double enveloppe, un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme de réservoir) permettra de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la canalisation. Ces points bas sont pourvus d'un regard permettant de vérifier l'absence de liquide ou de vapeurs.

§ 4 – Toute opération de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir lorsque le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Ce dispositif doit être conforme à la norme NFM 88-502 ou à toute autre norme d'un Etat membre de l'Espace économique européen reconnue équivalente, limiteur de remplissage pour réservoir enterré de stockage de liquides inflammables. Il doit être autonome et fonctionner lorsque le ravitaillement du réservoir s'effectue par gravité ou avec une pompe.

Sur chaque canalisation de remplissage des réservoirs et à proximité de l'orifice doit être mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage, en exploitation, des pressions supérieures à la pression maximale de service.

Les opérations de dépotage de liquides inflammables ne peuvent être effectuées qu'après mise à la terre des camions-citernes.

§ 5 – Tout réservoir doit être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale au quart de la somme des sections des canalisations de remplissage.

Lorsque l'installation n'est pas visée par les dispositions relatives à la récupération des vapeurs, les événements ne comportent ni robinet ni obturateur.

Les événements ont une direction ascendante et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée, feu nu, porte ou fenêtre de locaux habités ou occupés. Cette distance est d'au moins de 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public, d'une part, et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés, d'autre part.

Les gaz et les vapeurs évacués par les événements ne doivent pas gêner les tiers par les odeurs.

§ 6 – Chaque réservoir doit être équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné au § 4 ci-dessus.

§ 7 – Les parois des réservoirs doivent être situées à une distance horizontale minimale de 2 mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local présent dans l'installation.

Cette distance doit être au moins de 6 mètres vis-à-vis des issues de tout établissement des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public, d'une part, et des parois des réservoirs aériens et enterrés de gaz inflammables liquéfiés, d'autre part.

Le stockage de liquides inflammables de catégorie B est interdit dans tout réservoir enterré installé sous immeuble habité ou occupé, à l'exception des stockages associés à l'activité de distribution de liquides inflammables qui font l'objet de prescriptions particulières.

Article 38 : INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE LIQUIDES INFLAMMABLES

§ 1 - Ventilation

Les installations qui ne sont pas situées en plein air doivent être ventilées de manière efficace.

Pour les installations situées dans un local partiellement ou totalement clos, et sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque

d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

§ 2 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

§ 3 – Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms.

§ 4 – Implantation des appareils de distribution et de remplissage

Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant lesdits appareils de distribution.

Les pistes et les voies d'accès ne doivent pas être en impasse.

Les appareils de distribution et de remplissage devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'ilots de 0,15 m de hauteur, de bornes ou du butoirs de roues.

§ 5 – Interdiction des feux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Les prescriptions que doit observer l'usager seront affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes et ce au niveau de chaque appareil de distribution. Elles concerneront notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone doit être éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

§ 6 – Plan de prévention et permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement par une entreprise extérieure présentant des risques spécifiques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués

qu'après établissement d'un « plan de prévention » et éventuellement la délivrance d'un « permis de feu » et en respectant les prescriptions du code du travail et en particulier du décret 92-158 du 20 février 1992 et de l'arrêté 94.1159 du 26 décembre 1994.

§ 7 – Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits.

§ 8 – Appareils de distribution de liquides inflammables

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc...) doit être en matériaux de catégorie A1.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment doit être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbures.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

§ 9 – Flexibles de distribution

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Un dispositif approprié doit le cas échéant empêcher que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

Dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.

CHAPITRE XII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 39 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. En particulier, le droit de disposer des matériaux reste régi par les dispositions du Code Civil.

ARTICLE 40 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 41 : DECLARATION DES ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour palier les effets à moyen ou à long terme.

ARTICLE 42 : MODIFICATION DU DOSSIER

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 43 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté relatives à l'exploitation de la carrière, est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- l'accord d'un organisme habilité pour la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire justifiant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

ARTICLE 44 : ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation ou la fin de la remise en état définitive des lieux, l'exploitant notifie au Préfet l'arrêt définitif de ses installations en joignant un dossier comprenant :

- le plan topographique à jour des terrains,
- les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :
 - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
 - des interdictions ou limitations d'accès au site,
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,

- un mémoire sur l'état du site qui précise les mesures prises ou prévues pour le respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et en particulier :
 - l'insertion du site dans son environnement,
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires,
 - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
 - en cas de besoin, la surveillance à exercer,
 - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Ce mémoire comporte des photographies représentatives dont au moins une photographie aérienne à la verticale du site, et le descriptif des dispositions prises pour le respect des prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsqu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

Article 45 : ABROGATION

Les dispositions du présent arrêté complètent et remplacent les dispositions contraires de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 1999.

ARTICLE 46 : SANCTIONS

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues par le Code de l'Environnement (Livre V – Titre I).

ARTICLE 47 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire. Une copie est déposée à la Mairie de Flines-les-Râches pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie de Flines-les-Râches pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins de Monsieur le Maire.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté. Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 48 : VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, devant le tribunal Administratif de LILLE dans un délai de :

- six mois pour la carrière, à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prescrite par l'article 9 ci-dessus ;
- quatre ans pour les installations de concassage-criblage de déchets inertes à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

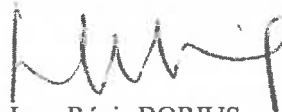
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 49 : EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord, Monsieur le Maire de Flines-les-Râches, Monsieur l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur Régional des Affaires culturelles, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nord Pas-de-Calais, Messieurs les Chefs de la Mission Inter-Services de l'Eau du Nord et du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Équipement, de l'Agriculture et de la Forêt, et Monsieur le Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales.

Lille, le 06 JUN. 2009

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet,



Jean-Régis BORIUS



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

Annexe 5-10032009

Liste des déchets inertes admissibles pour le remblayage et la valorisation de matériaux

CHAPITRE DE LA LISTE DES DÉCHETS	CODE (annexe II de l'article R 541-8)	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
01. Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux	01 01 02	Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	
	01 04 08	Déchets de graviers et débris de pierres	
	01 04 09	Déchets de sable et d'argile	
	01 04 12	Sériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux	
	01 04 13	Déchets provenant de la taille et du sciage des pierres	
	01 05 04	Boues et autres déchets de forage contenant de l'eau douce	Uniquement boues pelletables et siccité < 30%
15. Emballages et déchets d'emballage.	15 01 07	Emballage en verre.	
17. Déchets de construction et de démolition.	17 01 01	Bétons.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 02	Briques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 03	Tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques.	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
	17 02 02	Verre.	
	17 03 02	Mélanges bitumineux.	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.

	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais).	Pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.(2)
	17 05 06	Boues de dragage	Uniquement boues pelletables et siccité < 30%
	17 05 08	Ballast de voie	
	17 09 04	Déchets de construction et de démolition en mélange	
19. Déchets provenant des installations de gestion des déchets.	19 12 05	Verre.	
20. Déchets municipaux.	20 02 02	Terres et pierres.	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs .

- 1) S'agissant des déchets issus du bâtiment et des travaux publics, seuls les déchets pour lesquels un tri préalable a été réalisé peuvent être admis. Toutefois, en pratique, les déchets de déconstruction et de démolition issus du bâtiment sont rarement totalement exempts de résidus organiques ou de résidus non inertes. Ainsi et conformément à la décision 2003/33/CE du Conseil du 19 décembre 2002, les déchets inertes contenant, en faible quantité, d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc. qui ne sont pas séparables dans des conditions technico-économique acceptables peuvent également être admis. Ceci s'applique à chaque livraison. Ceci ne s'applique pas en revanche aux résidus non inertes de grande taille qu'un tri simple peut permettre d'extraire du reste des déchets.

Les déchets inertes issus de la fabrication de matériaux de construction similaires aux déchets inertes du bâtiment et des travaux publics (exemple : débris de tuiles, rebuts de béton, etc.) peuvent être admis. Il est toutefois rappelé que ces derniers déchets doivent être préférentiellement recyclés.

- 2) Les déchets issus du démantèlement d'un remblai constitué de matériaux issus de déchets industriels (graves issues de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères par exemple) peuvent également être admis. En effet, le fait que ces résidus aient été utilisés pendant une longue durée comme matériau constitutif de remblai, le plus souvent après un traitement visant à améliorer leurs propriétés géotechniques, les fait relever de la section du code 17 05 04 de la liste de déchets figurant à l'annexe II de l'article R 541-8. Ainsi ces déchets peuvent être admis sous réserve de satisfaire aux critères d'admission.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

Annexe 6

Critères à respecter pour l'admission de terres provenant de site contaminés

Le test de potentiel polluant est basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation et la mesure du contenu total. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé X 30 402-2.

Le test de lixiviation, quel que soit le choix de la méthode normalisée, comporte une seule lixiviation de 24 heures. L'éluat est analysé et le résultat est exprimé en fonction des modalités de calcul proposées dans les annexes des normes précitées.

Seuils admissibles pour le test de lixiviation

PARAMÈTRES	EN MG/KG de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat (*)	500 (*)
FS (fraction soluble)	4 000
(*) Si le déchet ne satisfait pas aux valeurs indiquées pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai avec un rapport L/S = 10 l/kg et un pH compris entre 7,5 et 8. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le COT sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg.	

Paramètres organiques, seuils admissibles en contenu total

PARAMÈTRES	EN MG/KG de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (**)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C 10 à C 40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
<i>(**) Une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg soit respectée pour le COT sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.</i>	

Nota : annexe 2 – arrêté ministériel du 31 décembre 2004 relatif aux installations de stockage de déchets industriels inertes (J.O du 1^{ER} mars 2005)



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

ANNEXE 7

1/3

NORMES DE MESURES

Eventuellement, l'analyse de certains paramètres pourra exiger le recours à des méthodes non explicitement visées ci-dessous.

En cas de modification des méthodes normalisées, les nouvelles dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois suivant la publication.

POUR LES EAUX :

Échantillonnage

Conservation et manipulation des échantillons	NF EN ISO 5667-3
Etablissement des programmes d'échantillonnage	NF EN 25667-1
Techniques d'échantillonnage	NF EN 25667-2

Analyses

pH	NF T 90 008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totales	NF EN 872
DBO 5 (1)	NF T 90 103
DCO (1)	NF T 90 101
COT (1)	NF EN 1484
Azote Kjeldahl	NF EN ISO 25663
Azote global	représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et les nitrates
Nitrites (N-NO ₂)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et 26777
Nitrates (N-NO ₃)	NF EN ISO 10304-1, 10304-2, 13395 et FD T 90 045
Azote ammoniacal (N-NH ₄)	NF T 90 015
Phosphore total	NF T 90 023
Fluorures	NF T 90 004, NF EN ISO 10304-1
CN (aisément libérables)	ISO 6 703/2
Ag	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Al	FD T 90 119, ISO 11885, ASTM 8.57.79
As	NF EN ISO 11969, FD T 90 119, NF EN 26595, ISO 11885

Cd	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr	NF EN 1233, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Cr6	NFT 90043
Cu	NF T 90 022, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Fe	NF T 90 017, FD T 90 112, ISO 11885
Hg	NF T 90 131, NF T 90 113, NF EN 1483
Mn	NF T 90 024, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Ni	FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Pb	NF T 90 027, FD T 90 112, FD T 90 119, ISO 11885
Se	FD T 90 119, ISO 11885
Sn	FD T 90 119, ISO 11885
Zn	FD T 90 112, ISO 11885
Indice phénol	XP T 90 109
Hydrocarbures totaux	NF T 90 114
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90 115
Hydrocarbures halogénés hautement volatils	NF EN ISO 10301
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	NF EN 1485

(1) Les analyses doivent être effectuées sur échantillon non décanté



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

2/3

POUR LES DECHETS

Qualification (solide massif)

Déchet solide massif

XP 30-417 et XP X 31-212

Normes de lixiviation

Pour des déchets solides massifs

XP X 31-211

Pour les déchets non massifs

X30-402-2

Autres normes

Siccité

NF ISO 11465



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU NORD

3/3

POUR LES GAZ

Emissions de sources fixes :

Débit	FD X 10112 ou NF X 44052 ou ISO 10780
O ₂	FD X 20 377
Poussières	NF X 44 052 ou NF EN 13284-1
CO	NF X 43 300 et NF X 20 361 ou 43 012
SO ₂	ISO 11632
HCl	NF EN 1911-1, 1911-2 et 1911-3
HAP	NF X 43 329
Hg	XP X 43 308 ou NF EN 13211
Dioxines	NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3
COVT	NF EN 13649 (1)
Odeurs	NF X 43 101, X 43 104 puis NF EN 13725*
Métaux lourds	NF X 43-051
HF	NF X 43 304
NO _x	NF X 43 300 et NF X 43 018
N ₂ O	NF X 43 305
PCDD et PCDF	NF EN 1948-1, 1948-2 et 1948-3

(1) les méthodes équivalentes peuvent être utilisées

* : dés publication officielle

Qualité de l'air ambiant :

CO	NF X 43 012
SO ₂	NF X 43 019 et NF X 43 013
NO _x	NF X 43 018 et NF X 43 009
Hydrocarbures totaux	NF X 43 025
Odeurs	NF X 43 101 à X 43 104
Poussières	NF X 43 021 et NF X 43 023 et NF X 43 017
O ₃	XP X 43 024
Pb	NF X 43 026 et NF X 43 027